



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°11 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le FMI relance les discussions avec le Bangladesh sur les réformes et un décaissement de 1,3 Md USD ;
- ❖ **Bhoutan** : Mise en place d'un double régime fiscal entre GST nationale et taxation indirecte à Gelephu ;
- ❖ **Inde** : Révision de la croissance et pressions externes ;
- ❖ **Maldives** : Les conséquences de la guerre en Iran conduisent les autorités à adopter des mesures d'austérité ;
- ❖ **Népal** : Préparation du budget 2026/27 ;
- ❖ **Pakistan** : Réduction de 10% du budget de développement ;
- ❖ **Sri Lanka** : SriLankan Airlines boucle la restructuration de son emprunt obligataire.

À RETENIR

9,13%

IPC au Bangladesh pour le mois de février
2026

Bangladesh

Le FMI relance les discussions avec le Bangladesh sur les réformes et un décaissement de 1,3 Md USD

Le directeur Asie-Pacifique du FMI, Krishna Srinivasan, s'est rendu à Dhaka le 24 mars pour rencontrer le Premier ministre Tarique Rahman et le ministre des Finances, dans le but de relancer les discussions autour du programme de prêt de 5,5 Mds USD actuellement en suspens depuis novembre. Les échanges ont porté sur les priorités de réformes économiques dans un contexte de fortes incertitudes globales et de fragilité persistante de l'économie bangladaise.

Les autorités bangladaises espèrent obtenir d'ici juin un décaissement de 1,3 Md USD, correspondant à une tranche retardée et à un versement à venir, sous réserve du respect des conditions du programme. Une décision finale est attendue d'ici juillet.

[IMF pushes reform agenda in Dhaka talks](#)

L'inflation remonte à 9,13 % en février, un plus haut en dix mois

L'inflation a atteint 9,13 % en février 2026, contre 8,58 % en janvier, selon les données du Bangladesh Bureau of Statistics (BBS). Il s'agit du niveau le plus élevé enregistré depuis avril 2025 (9,17 %), marquant un nouveau rebond des pressions inflationnistes après plusieurs mois de fluctuations.

Cette hausse est principalement due à l'augmentation des prix alimentaires : l'inflation alimentaire est passée de 8,29 % en janvier à 9,3 % en février, dans le contexte du Ramadan. L'inflation hors alimentation a également progressé, mais dans une moindre mesure, atteignant 9,01 %, contre 8,81 % le mois précédent.

[Inflation shoots up to 9.13% in February, highest in 10 months](#)

Création de tribunaux commerciaux, alors que 18 Mds EUR sont bloqués en arbitrage

Le Bangladesh a introduit depuis janvier 2026 de nouveaux tribunaux commerciaux spécialisés afin d'accélérer le règlement des litiges entre entreprises et d'améliorer le climat d'investissement. Cette réforme vise à répondre aux critiques récurrentes sur la lenteur et la complexité du système judiciaire, souvent citées comme un frein aux investissements. En effet, jusqu'à la mise en œuvre de cette réforme, seulement deux tribunaux au sein de la High Court traitaient de ces cas, bloquant plus de 2500 Mds Tk (18 Mds EUR) en arbitrage d'après les données du Ministère de la justice.

Selon la nouvelle ordonnance, les litiges commerciaux devront être déposés dans un délai de 30 jours, et les procédures devraient être conclues rapidement, avec des jugements écrits attendus dans les 90 jours suivant les audiences. Le dispositif prévoit également une médiation obligatoire avant toute action en justice, ainsi qu'un système numérique de gestion des dossiers pour limiter les retards. Ces tribunaux traiteront des différends liés notamment aux contrats commerciaux, partenariats, franchises, licences ou joint-ventures.

La Banque centrale facilite le rapatriement des profits des investisseurs étrangers

La Banque centrale vient de relever le plafond permettant aux investisseurs étrangers de rapatrier leurs profits ou produits de cession sans autorisation préalable, passant de 100 M Tk à 1000 M Tk (7 M EUR). La mesure vise à simplifier les procédures et à aligner le cadre réglementaire sur les standards internationaux afin d'attirer davantage d'investissements étrangers.

La réforme introduit également des délais plus stricts pour accélérer les transferts : les banques devront exécuter les rapatriements en cinq jours ouvrables lorsque les documents sont complets, et l'ensemble du processus devra être finalisé dans un maximum de 45 jours.

[Foreign investors allowed to repatriate capital up to Tk100cr without prior approval](#)

Bhoutan

Mise en place d'un double régime fiscal entre GST nationale et taxation indirecte à Gelephu

Avec l'introduction de la taxe sur les biens et services (GST), le Bhoutan voit émerger un système fiscal dual, la Gelephu Mindfulness City (GMC) conservant un régime de taxation indirecte distinct. Dotée d'une autonomie institutionnelle, GMC applique ses propres règles fiscales, séparées de celles du gouvernement central, tandis que les échanges de biens avec le reste du pays sont désormais assimilés à des opérations d'import-export.

Les mécanismes mis en place visent à limiter la double imposition, notamment via l'exonération de GST sur les biens importés à GMC. Toutefois, les écarts de taxation induisent des différentiels de prix significatifs. Environ 2260 produits, incluant l'électronique et certains biens essentiels, sont moins chers ou à prix comparable à GMC, tandis que près de 1900 produits soumis à des taux compris entre 5% et 100% restent moins coûteux dans le reste du Bhoutan. En parallèle, plus de 1700 produits taxés à 5% présentent des prix stables entre les deux systèmes.

La coexistence de ces deux régimes engendre des distorsions de marché et des comportements d'arbitrage, en particulier aux frontières de la zone.

[GMC offers low-rate income tax - Kuensel](#)

Inde

Révision de la croissance et pressions externes

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé sa prévision de croissance pour l'Inde à 7,1 % pour l'exercice budgétaire 2026-27. Cette révision s'appuie sur le dynamisme de la consommation privée, les premiers signes de reprise de l'investissement privé observés au troisième trimestre de l'exercice en cours, ainsi que sur la solidité des exportations, en

particulier de services. L'agence maintient par ailleurs une estimation de croissance de 7,6 % pour l'exercice en cours et de 7,2 % pour 2027-28.

Malgré ces perspectives favorables, S&P souligne l'existence de risques baissiers, notamment liés aux tensions persistantes dans le Golfe. Une prolongation du conflit pourrait entraîner une hausse des prix du pétrole, creusant le déficit commercial et accentuant la volatilité des flux commerciaux et financiers. Ces évolutions pèseraient à la fois sur la position extérieure de l'Inde et sur son rythme de croissance. En outre, l'érosion du pouvoir d'achat, pesant sur la demande intérieure, pourrait inciter le gouvernement à mettre en place des subventions pour soutenir les compagnies pétrolières, au risque de réduire les marges de manœuvre budgétaires.

Dans le même temps, et à contrecourant des prévisions optimistes de S&P Global Ratings, Goldman Sachs a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2026, désormais estimée à 5,9 %, en raison de ces pressions externes, notamment la hausse des prix de l'énergie, la détérioration des équilibres extérieurs et leurs effets négatifs sur la demande intérieure.

Dans ce contexte incertain, le gouvernement indien prévoit la création d'un fonds de stabilisation économique d'environ 573 Mds INR (soit 6,2 Mds USD), destiné à faire face à d'éventuels chocs exogènes.

[S&P Global Ratings raises India's FY27 growth forecast to 7.1% - The Economic Times](#)

Retour du déficit de liquidité sur fond d'interventions de change

La liquidité du système bancaire indien est passée en déficit pour la première fois en 2026, atteignant environ 7 Mds USD. Cette évolution s'explique principalement par d'importantes sorties de liquidités liées aux paiements d'impôts (GST et impôt sur les sociétés), ainsi que par les interventions de la banque centrale sur le marché des changes (environ 20 Mds USD). Ces facteurs n'ont pas été compensés par de nouvelles injections de liquidité, malgré des achats d'obligations antérieurs à hauteur de 1 800 Mds INR.

Ce niveau marque un net retournement par rapport à la situation récente, caractérisée par un excédent moyen de liquidité de 2 500 Mds INR entre début février et mi-mars, et constitue le déficit le plus marqué observé depuis fin décembre.

Dans le même temps, les réserves de change de l'Inde demeurent à un niveau élevé, atteignant 709 Mds USD à la mi-mars, soit l'équivalent de 11,2 mois d'importations de biens. Ce niveau constitue un coussin de sécurité important face aux chocs externes. La Reserve Bank of India intervient en effet activement sur le marché des changes en vendant des dollars afin de soutenir la roupie, qui a franchi le seuil de 94 INR pour un dollar (soit une dépréciation d'environ 4 % depuis le début de l'année).

Dans ce contexte de tensions de liquidité, les taux interbancaires au jour le jour ont augmenté pour s'établir au-dessus du taux directeur, à 5,35 %, contre 5,25 % pour le repo rate.

[India forex reserves adequate to cushion against external shocks, cenbank report says | Reuters](#)

Recul attendu de l'investissement privé sur fond de tensions géopolitiques

Selon une enquête du ministère indien des Statistiques, les dépenses d'investissement (capex) du secteur privé, consacrées à l'acquisition de nouveaux actifs, devraient diminuer de 16,5 % pour atteindre 9,55 lakh crore INR (environ 115 Mds USD) au cours de l'exercice budgétaire 2026-27, contre 11,43 lakh crore INR (120 Mds USD) estimés pour FY26. Cette enquête repose

sur les réponses de plus de 5 300 entreprises, dont près de 78 % ont communiqué leurs intentions d'investissement pour l'exercice à venir.

Ce repli s'inscrit dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, incitant les entreprises à adopter une approche plus prudente en matière d'investissement. Cette dynamique se reflète dans le ralentissement de l'activité du secteur privé, dont la croissance a atteint en mars son niveau le plus faible depuis plus de trois ans, sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie pesant sur la demande intérieure.

L'indice PMI composite, publié par S&P Global et HSBC, s'est établi à 56,5 en mars, contre 58,9 en février, signalant un ralentissement de l'activité tout en restant en zone d'expansion (au-dessus de 50).

Par ailleurs, selon un rapport de Emkay Research, le conflit entre les États-Unis et l'Iran devrait peser sur les résultats des entreprises indiennes au quatrième trimestre de FY26, avec des effets susceptibles de se prolonger au premier trimestre suivant. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement pourraient persister au-delà de la réouverture du détroit d'Ormuz, affectant en particulier les entreprises de petite et moyenne capitalisation, plus exposées aux révisions à la baisse de leurs perspectives.

[Private sector capex estimated to fall 16.5 pc to Rs 9.55 lakh cr in FY27: Survey - The Economic Times](#)

Maldives

Les conséquences de la guerre en Iran conduisent les autorités à adopter des mesures d'austérité

Au cours des 25 premiers jours de guerre, le surcoût lié à l'importation de pétrole par les Maldives (12 800 barils/jour en moyenne) s'élève à plus de 8,4 MUSD. Le nombre de touristes accueillis au cours des 24 premiers jours de mars a baissé de 18,9% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive sur les deux premiers mois de l'année (+5,1% en janvier 2026 par rapport à janvier 2025 et +15,7% en février 2026 par rapport à février 2025), ce qui représente un coût direct supérieur à 10 MUSD. Dans ce contexte, le gouvernement des Maldives a décidé de préparer la mise en œuvre de mesures de réduction des dépenses publiques tout en limitant l'impact sur la population. Les autorités cherchent à préserver la continuité des services essentiels (énergie, alimentation, santé, soutien aux étudiants à l'étranger) tout en améliorant la gestion de la trésorerie de l'État. Les mesures envisagées n'ont pas été dévoilées mais pourraient inclure la suspension des missions de fonctionnaires à l'étranger et de nouvelles sources de financement.

[Présidence](#)

Népal

Préparation du budget 2026/27

Le ministère des Finances fixe au 29 mars la date limite pour la soumission des plans et programmes des ministères, dans le cadre de la préparation du budget 2026/27. Les propositions doivent respecter les plafonds budgétaires préalablement définis et s'inscrire dans le calendrier de formulation budgétaire.

Cette phase intervient dans un contexte d'incertitude institutionnelle, lié à la formation en cours du nouveau gouvernement après les élections législatives. Le budget reste conditionné aux orientations du futur exécutif, notamment aux priorités issues des programmes politiques. En parallèle, les travaux techniques se poursuivent, avec l'élaboration de l'Economic Survey, du rapport sur les entreprises publiques (Yellow Book) et les recommandations fiscales du comité consultatif.

Conformément aux dispositions constitutionnelles, le projet de budget devra être présenté devant le Parlement fédéral en session conjointe.

[Budget Calendar sets March 29 deadline for ministries to submit plans, programs - Republica](#)

Pakistan

Réduction de 10% du budget de développement

Le gouvernement pakistanais a réduit de 10 % le budget de développement pour l'exercice budgétaire 2026, le faisant passer de 1 000 Mds PKR à 900 Mds. Cette mesure vise à libérer des ressources budgétaires pour financer les politiques d'austérité et contenir le déficit, dans un contexte de pressions macroéconomiques croissantes, aggravées par la volatilité des prix mondiaux de l'énergie et la faiblesse des recettes fiscales. Selon des experts économiques, une contraction trop importante des dépenses de développement pourrait ralentir la croissance à moyen terme, en particulier dans les secteurs de l'infrastructure et des projets sociaux.

[Development budget slashed by 10pc](#)

Sécurité énergétique – approvisionnement en carburant partiellement assuré pour mars-avril

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb a déclaré que le Pakistan avait sécurisé son approvisionnement en pétrole pour les mois de mars et avril, avec des importations supplémentaires prévues pour renforcer les stocks de sécurité. Cette démarche vise à minimiser l'impact des perturbations sur l'approvisionnement domestique et à limiter les fluctuations des prix.

[Finance Ministry says Pakistan has 'largely secured' petrol cargoes for March and April](#)

Interdiction du carburant haute octane pour les véhicules gouvernementaux

Dans un effort pour maîtriser les coûts énergétiques, le Premier ministre Shehbaz Sharif a imposé une interdiction totale de l'utilisation du carburant haute octane pour les véhicules gouvernementaux, peu après l'annonce d'une augmentation de 200 PKR de la taxe sur ce type de carburant. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des mesures d'austérité prises par les autorités pakistanaises visant à atténuer l'impact économique de la hausse des cours du pétrole, suite aux tensions régionales au Moyen-Orient.

[PM bans use of high-octane fuel in govt vehicles](#)

Barrick reporte le développement de son projet minier Reko Diq

Barrick Mining Corporation a annoncé le report du développement de son vaste projet de cuivre et d'or dans la province du Baloutchistan, invoquant l'aggravation des risques de sécurité

à la fois au Pakistan et dans la région du Moyen-Orient. D'après le Financial Times, ces retards résultent d'une revue approfondie des risques, dans le but de réévaluer les impacts potentiels du contexte géopolitique sur la stratégie de livraison et la viabilité du projet.

Ce méga-projet — considéré comme l'un des plus grands gisements de cuivre et d'or non exploités au monde — devait générer un levier potentiel de croissance économique à long terme pour le Pakistan, avec la promesse d'importants flux d'exportation, de revenus fiscaux et de création d'emplois bien au-delà de la durée de vie initiale du projet.

[Barrick Mining delays copper-gold project - Business - DAWN.COM](#)

Sri Lanka

[SriLankan Airlines boucle la restructuration de son emprunt obligataire](#)

La compagnie aérienne et les autorités ont annoncé la finalisation de la procédure de consentement, d'échange et d'offre de rachat liée aux obligations garanties de 175 MUSD, initialement échues en juin 2024. L'opération, lancée le 20 février 2026, prévoit un règlement le 20 mars 2026, sous réserve des dernières conditions techniques. Plus de 99% du montant en circulation a été couvert par l'opération et plus de 97% des porteurs ont voté en faveur du plan, ce qui doit permettre l'échange intégral des titres lors du règlement. SriLankan précise que la transaction se traduit par une décote de 16% sur la créance en cours. Cette opération contribue à la normalisation des relations avec les partenaires extérieurs.

[SriLankan Airlines](#)

[Nette amélioration des comptes publics en 2025](#)

Selon la banque centrale (CBSL), les recettes et dons ont atteint 5 485,6 Mds LKR (+34,1% par rapport à 2024), tandis que les dépenses totales se sont établies à 6 230,4 Mds LKR (+1,6% par rapport à 2024). Le déficit budgétaire global a ainsi été ramené de 2 040 Mds LKR en 2024 à 744,9 Mds LKR en 2025 (soit 2,3% du PIB). L'excédent primaire a été multiplié par 2,7 entre 2024 (649,6 Mds LKR) et 2025 (1 755,8 Mds LKR, soit 5,4% du PIB).

[CBSL](#)

[Le FMI salue les progrès, mais alerte sur les risques liés au Moyen-Orient](#)

L'économie sri-lankaise a enregistré des progrès importants dans le cadre de son programme de réformes (croissance de 5% en 2025, inflation à 1,6% en février 2026) et dans la restructuration de sa dette et ses réserves internationales brutes ont fortement augmenté. Le Sri Lanka reste toutefois fortement exposé aux répercussions du conflit au Moyen-Orient. L'institution identifie trois canaux de transmission principaux : le commerce, les transferts de fonds des expatriés et le tourisme. Dans ce contexte, une mission du FMI est attendue au Sri Lanka du 26 mars au 9 avril 2026 afin de discuter des politiques économiques et de tenter de conclure une revue combinée des cinquième et sixième examens du programme en cours.

[FMI](#)

[Fitch écarte, à ce stade, un risque marqué de nouvelle dégradation souveraine](#)

Le choc énergétique mondial lié au conflit au Moyen-Orient ne devrait pas entraîner, à ce stade, de forte pression baissière sur la note souveraine du pays. La hausse des prix de l'énergie pourrait freiner l'amélioration récente des indicateurs de crédit, plutôt que provoquer un décrochage comparable à celui de 2022. La stabilité macroéconomique du pays s'est améliorée, grâce à une position extérieure et des réserves de change renforcées. Les principaux

canaux de vulnérabilité restent la facture pétrolière, les transferts des travailleurs expatriés dans les pays du Golfe et les recettes touristiques, qui pourraient être affectés en cas de choc durable. Sur le plan budgétaire, l'agence ne prévoit pas de dégradation majeure à court terme, mais souligne que le programme du FMI limite la marge de manœuvre des autorités face à un choc prolongé. Fitch rappelle par ailleurs que la dette publique reste élevée et que, malgré la trajectoire de consolidation affichée dans le budget 2026, la soutenabilité budgétaire demeurera un enjeu central à l'approche de la fin du programme FMI en 2027 et de la hausse des remboursements à partir de 2028.

[FI](#)

[Conséquences financières de la guerre en Iran pour le Sri Lanka](#)

Au cours des 25 premiers jours de guerre, le surcoût lié à l'importation de pétrole par le Sri Lanka (115 000 barils/jour en moyenne) s'élève à près de 76 MUSD. Le nombre de touristes accueillis au cours des 22 premiers jours de mars a baissé de 17,4% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive sur les deux premiers mois de l'année (+9,7% en janvier 2026 par rapport à janvier 2025 et +16,2% en février 2026 par rapport à février 2025), ce qui représente un coût direct supérieur à 4,2 MUSD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr